A PROPOS DE LA RECONDUCTION DE L'EXPOSITION 1937

Une protestation de l'Association provinciale des Architectes français

La reconduction de l'Exposition de 1937 soulève une vive émotion dont M. Cockenpot, vice-président de l'Association provinciale des architectes français, président de l'Office régional du bâtiment du Nord de la France, nous apporte l'écho en nous adressant une lettre dans laquelle il écrit notamment :

« Pour ce qui concerne notre région du Nord, n'avons-nous pas eu un exemple du tort que ces Expositions dans la capitale peuvent faire à notre région ? N'est-ce pas un peu pour cette raison que l'Exposition du Progrès Social, qui devait avoir lieu en 1938, a été ajournée et voilà évidemment un an de retard dans l'accomplissement d'une œuvre dont la réalisation aurait pu amener un coup de fouet tant au point de vue du commerce que de l'industrie du bâtiment, dans notre région particulièrement éprouvée par la crise.

» Ceci étant posé, je crois, M. le rédacteur en chef, devoir vous communiquer un article de mon président et ami, Marcel Genermont, au sujet de l'exposition. Vous y trouverez des vues en complet accord avec celles de M. Delepoulle, un des meilleurs animateurs de notre région, et peut-être serait-ce une occasion d'alerter nos parlementaires au moment où cette reconduction va être soumise à leurs suffrages ».

A titre documentaire, nous croyons devoir reproduire ci-dessous les principaux extraits de l'article de M. Marcel Genermont, président de l'Association provinciale des architectes français.

L'EXPOSITION QUE NOUS AURIONS PU FAIRE...

« L'Exposition est un triomphe.

» L'Exposition est une merveille.

» Ceci posé comme preambule — et parce que c'est vrai, et parce que je le pense — je n'en suis que plus libre pour déclarer que, en dépit des splendeurs dues au talent incontesté de nos architectes, tant de province, que de Paris, en dépit de l'afflux inespéré des visiteurs (un peu tardif, il est vrai : mais ce serait une autre histoire), pour déclarer dis-je que cette Exposition n'est pas ce qu'elle aurait dû être, ce qu'elle aurait pu être...

» ...L'Exposition a bien pu — et il y a là un progrès qu'il serait injuste de ne pas proclamer — emprunter aux techniques modernes de l'urbanisme, de la sonorisation de l'hydraulique, des moyens puissants, inconnus de ses devancières ; elle y a gagné en ordre, en harmonie ; son plan d'ensemble, son exploitation, ses festivités s'en sont heureusement ressentis ; mais l'effort a été par trop timide, et le résultat incomplet.

» ...Alors que « 1937 » aurait pu être une « Saison de France », on n'a su qu'en faire, une fois de plus, une exposition « à Paris ». Et cela malgré de timides essais, assez significatifs pourtant de besoins inédits et de possibilités nouvelles : des circuits de voyage élaborés par des agences privés, des visites à leurs centres de constructions organisées par les Compagnies de chemins de fer et diverses industries et le Centre régional...

» Le Centre régional, cette révélation... et cette erreur !

» Révélation, personne ne me contredira ; mais erreur aussi, car c'est en « dur » qu'il eût fallu le construire, au lieu de gâcher, pour quelques mois, des millions de plâtre, dans la filasse des staffs éphémères. Le coût en eût été le double, peut-être, mais la dépense eût été « rentable » et Paris serait resté, au lendemain de la clôture, doté d'un centre d'attraction unique pour les étrangers, où chaque province aurait possédé son palais pour l'exposition permanente de ses richesses artistiques et économiques, pour la réunion périodique de ses « originaires ».

» Et le Centre régional nous reste comme la plus précieuse indication qu'il fallait tenter : intéresser les provinces, toutes les provinces, à cette formidable présentation de ses richesses, de toutes ses richesses à laquelle la France conviait le monde vers la fin de ce premier tier du siècle de tout progrès.

» Et la France qui, dans l'ordre politique, fut la première à tenter une révolution d'affranchissement, et dans l'ordre social, une autre révolution dont nous ne ressentons, dans les soubresauts d'une réalisation trop hâtive, que très imparfaitement la portée, la France n'eût fait que justifier une fois de plus sa réputation d'avant-garde en brisant le moule périmé des expositions « urbaines » pour s'adapter aux immenses possibilités que, dans la conception d'une « exposition nationale », lui offraient l'aile et le rail conjugués.

» ...Projet audacieux, certes, mais qui aurait dû tenter, s'il en avait saisi l'immense portée, les incommensurables répercussions, un Conseil supérieur, jeune et ardent, comme celui qui aurait dû présider aux destinées de l'Exposition de 1937.

» Critique tardive, direz-vous ! Non point. S'il n'y avait que critique, cette intervention serait vaine ; mais il doit y avoir leçon, et suggestion. Car non plus, il n'est pas trop tard pour la réaliser.

» Alors que le gouvernement envisage la possibilité de « reconduire » la merveilleuse attraction qui a attiré dans la capitale des millions de visiteurs et qui doit, judicieusement prospectée à l'étranger, en attirer davantage encore, alors que tous les vœux des Français sont pour cette continuation, éminemment souhaitable au point de vue de notre économie nationale il est temps, à notre avis, de mettre sur pied le vaste programme des « attractions » que le printemps et l'été 1938 pourront offrir à nos hôtes.

» Que les grandes régions économiques y inscrivent leurs foires commerciales, leurs concours agricoles, leurs manifestations industrielles, que chaque province fasse l'inventaire des expositions d'art et d'histoire, des circuits touristiques, des épreuves sportives qu'elle peut « monter » et inscrire dans ce cadre vraiment national, et à l'échelle de notre temps, grâce aux autostrades, aux lignes rapides de nos grands express, aux itinéraires aériens, et 1938 verra autre chose qu'une perspective, — au reste fort belle, — de palais éphémères et de feux d'artifice d'un soir : La France entière au travail, la France entière en joie, la « France en Exposition » !

Marcel GENERMONT.

LE TARIF D'ENTRÉE A L'EXPOSITION

Paris, 10. — Le tarif d'entrée de 3 fr. actuellement applique le lundi pour l'entrée à l'Exposition sera étendu aux mardi, mercredi et jeudi à partir de la semaine prochaine.

MORT DU THÉORICIEN SOCIALISTE LUCIEN DESLINIÈRES

Paris, 10. — On annonce la mort, survenue à son domicile, avenue Henri-Dérain, à Vernouillet (Seine-et-Oise), dans sa 80e année, du théoricien socialiste Lucien Deslinières.

Il a écrit de nombreux ouvrages d'études critiques et d'économie sociale : « Le Maroc Socialiste », « La France Nord-Africaine », « Les entretiens socialistes », « Principes d'économie socialiste », « L'Application du système collectiviste ».

Les obsèques seront célébrées demain jeudi 11 novembre, à 14 h. 30, à Vernouillet.

L'AFFAIRE d'espionnage politique de Paris

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

A cent mètres de l'appartement se trouve la rue Victorien-Sardou.

Au numéro 4 de cette voie, un locataire emménagea le 15 octobre, dans un appartement du sixième étage. Dès le lendemain, il demanda à l'administration de lui installer le téléphone. Deux électriciens venus quelques jours plus tard constatèrent qu'un fil soudé se trouvait dissimulé dans la colonne montante. Ils suivirent son trajet et s'aperçurent qu'il conduisait à un local du premier étage loué, au terme de juillet par un certain Raphaël Benveniste, de nationalité espagnole, né à Salonique, marchand de tissus établi à Paris, 69, rue de Rochechouard. L'enquête fut poussée plus avant. Elle fut fructueuse.

Les ouvriers des P. T. T. découvrirent exactement, une ligne d'écoute à l'intérieur même du central Jasmin. Le fil trouvé dans la canalisation, rue Victorien-Sardou, allait jusqu'au répartiteur du central.

Très adroitement, les monteurs du fil d'écoute l'avait branché sur celui désservant le poste intérieur de M. Fondaminski. De cette façon, aucune communication ne pouvait être annoncée à ce dernier par le timbre sans que les occupants du local de la rue Victorien-Sardou en fussent avisés eux-mêmes par la sonnerie. M. Fondaminski recevant de nombreux coups de téléphone et conversant fréquemment avec M. Kerenski, il était aisé aux coupables d'intercepter toutes les communications

Mandat d'amener

La police judiciaire fut saisie et, vendredi dernier, l'enquête entrait dans une phase décisive. On sut bientôt que M. Benveniste demeurait en réalité à Montmorency, sente des Rougemonts et que l'appartement avait été simplement loué à son nom depuis le 15 juillet, sur la demande d'Isidore Steinberg, 51 ans courtier en bijoux, demeurant à Paris, 43, rue des Bois.

M. Benveniste, mis au courant de cette installation et craignant les suites fâcheuses qui pouvaient en résulter pour lui aurait refusé d'occuper l'appartement. Steinberg aurait chargé un de ses amis, un ingénieur chimiste, Robert Biquard, âgé de 54 ans, d'occuper le local.

L'enquête se poursuivit. Il importait de savoir comment Seinberg, Benveniste et Biquard avaient pu réussir à faire souder le fil d'écoute sur la table de répartition.

On découvrit le pot aux roses : Steinberg avait pris un abonnement régulier au téléphone.

Il y a quinze jours environ, un individu s'était présenté comme inspecteur des P. T. T. rue Victorien-Sardou, et 48 heures après son passage, des ouvriers vêtus de cotes bleues étaient venus à leur tour, sous prétexte de mettre la dernière main à l'installation de la ligne régulière.

En réalité, et ainsi que l'enquête devait l'établir, c'était tout simplement pour installer la ligne clandestine qui permettait de surprendre toutes les communications de M. Fondaminski.

Le Parquet fut saisi, et M. Bru, juge d'instruction, lança un mandat d'amene contre tous les membres de la bande.

Deux arrestations

Benveniste et Biquard furent arrêtés et inculpés de dégradation d'objets d'utilité publique et de corruption de fonctionnaires. Mais on ne sait si le branchement de la fausse ligne a été fait par des ouvriers de l'administration ou par des complices qui, sous un déguisement de cotes bleues, ont pu réussir à gagner les salles du central Jasmin.

Qu'est devenu Steinberg ?

Quant à Steinberg, il est jusqu'ici introuvable. Mais il n'échappera peut-être pas longtemps encore aux enquêteurs, à moins qu'il n'ait déjà eu le temps de quitter la France par bateau. Sa femme, trouvée chez elle, cette nuit, rue des Bois, a donné connaissance de la dernière lettre qu'elle a reçue de son mari ; elle est datée de la poste centrale du Havre, le 8 novembre. Il est donc possible que Steinberg ait déjà quitté les eaux françaises.

Une déclaration de M. Fondaminski

Au sujet de cette affaire, M. Fondaminski a déclaré :

« Il ne fait aucun doute pour nous, que cette activité est dirigée contre mon ami Kerenski. Voici ce qui s'est passé : installé ici depuis trois ans, j'ai fait poser le téléphone. Le journal se trouvant à proximité, je reçois de nombreuses communications de nos amis. Or, depuis quelques jours, non seulement les conversations étaient mauvaises, mais de nombreux correspondants m'avisèrent que, lorsqu'ils demandaient mon numéro, Jasmin 19-42, ils étaient mis en rapport avec l'abonné de Jasmin 19-43. C'est ce qui m'a conduit à faire une réclamation.

» Kerenski est un adversaire irréductible du regime actuel et de l'ancien. Il ne saurait y avoir un compromis. Aussi bien, n'est-il en relation qu'avec les membres de notre groupement, les démocrates.

» Notre activité était donc l'objet d'un espionnage très minutieux. Toutefois, je ne pense pas que notre ami ait été menacé d'un enlèvement comme celui dont le général de Miller a été victime et que toute cette installation ait été faite dans ce but.

UN ANGLAIS, INVENTEUR DU « RAYON DE LA MORT » A MIS FIN A SON EXISTENCE

Londres, 10. — Un «rayon de la mort» a été inventé en Grande-Bretagne et il a été expérimenté avec succès. C'est du moins ce qu'annonce ce soir le « Daily Mail », qui publie des témoignages d'experts sur une lettre reçue hier par le rédacteur en chef du grand quotidien londonien, et qui lui a été adressée par un jeune ingénieur, Charles Sidney Way, qui se suicida dimanche à Clacton-on-Sea.

Selon les déclarations de Way, son appareil avait abattu un avion de bombardement en Espagne et serait à l'heure actuelle installé à Valence.

LA SITUATION RESTERAIT TRÈS GRAVE A SAINT-DOMINGUE

La république dominicaine qui disposerait d'une forte armée voudrait établir sa domination sur Haïti

New-York, 10. — On mande de la Havane, au « New-York-Times », qu'un journaliste de Porto Rico, M. J.-C. Chirino, qui était allé passer quelques jours à Trujillo-Ville et à Port-au-Prince, est rentré à Cuba il y a une dizaine de jours, et a déclaré :

« Les rixes continuent à la frontière haïtienne et j'ai remarqué que des troupes partent sans cesse de Trujillo-Ville pour une destination inconnue.

» En outre, j'ai conversé avec plusieurs partisans du président Rafaël Leonidar Trujillo, qui me paraissent vouloir établir leur domination sur Haïti. La République dominicaine peut mobiliser 20.000 hommes armés et possède douze avions ; les Haïtiens n'ont ni armes, ni munitions ».

D'autre part, M. J. Elias, agent consulaire du Brésil à Haïti, qui est passé à Cuba dans le courant de la semaine, a confirmé à la presse les informations selon lesquelles le capitaine Flores, officier de l'armée dominicaine, et M. Paulino Piogan, consul de la République de Saint-Domingue au Cap Haïtien, ont été tués au cours de bagarres qui mirent aux prises plusieurs milliers de Haïtiens.

Le correspondant du « New-York-Times » conclut cette information en disant que selon des personnalités parfaitement renseignées, la situation serait des plus graves.

LA CROISIÈRE IMPÉRIALE

Les avions vont défiler à Tunis à l'occasion du 11 novembre

Tunis, 10. — Comme il a été dit, c'est la première fois qu'une pareille escadre aérienne traverse en groupe la Méditerranée en parcourant près de mille kilomètres au-dessus de la mer. Les différents groupes partis d'Istres hier matin sont arrivés dans la région de Tunis avec une remarquable régularité. Pas un avion, pour une cause quelconque, n'avait été séparé de son escadre. Au total, plus de 96 appareils venant de la Métropole, se préparent sur les terrains environnant Biserte et Tunis, à défiler demain à l'occasion de 11 novembre.

Les formations organiques de l'Afrique du Nord se concentrent dans ce but.

D'autres poursuivent leur route vers l'Indochine

Benghasi, 10. — L'escadrille des cinq avions quadrimoteurs Farman, qui se rend en Indochine et qui avait quitté l'aérodrome d'El Aouina (Tunis) à 6 h. 28, a atterri à Benghasi.

Des arrêts de travail dans les usines à gaz et stations électriques de la banlieue parisienne

Toutes mesures utiles seront prises dimanche en vue de faire aboutir les revendications des employés de la fonction publique au cours d'un Conseil National extraordinaire de la Fédération des fonctionnaires.

Paris, 10. — Des arrêts de travail de durée variable se sont produits, ce matin, dans diverses usines à gaz ou stations électriques de la banlieue parisienne, à la suite d'un désaccord entre les Compagnies et les Syndicats ouvriers sur l'application des 40 heures et certaines dispositions comprises dans le statut du personnel en ce qui concerne les jours fériés.

La Fédération de l'Eclairage et des Forces Motrices a saisi le gouvernement de cette situation, indiquant le mécontentement qui régnait parmi les travailleurs du gaz et de l'électricité. A la Fédération on déclare que M. Dormoy, ministre de l'Intérieur, a eu, dans la journée, des pourparlers avec les directeurs des Compagnies qui restent hostiles à l'application des dispositions réclamées par les ouvriers.

D'autre part, une grève a éclaté à l'usine de la Maison Gaveau (Pianos et boîtes de T.S.F.), à Fontenay-sous-Bois, à la suite du renvoi d'ouvriers et de techniciens.

Dimanche après-midi se tiendra, salle de Géographie, un Conseil national extraordinaire de la Fédération des Fonctionnaires qui aura pouvoir pour décider des mesures afin de faire aboutir les revendications des employés de la fonction publique.

UN VŒU EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT DU CODE DE LA ROUTE AUX ÉCOLIERS

Lisieux, 10. — Au cours de sa deuxième session de l'année 1937, qui vient de se tenir à la sous-préfecture de Lisieux, le Conseil d'arrondissement a émis le vœu que le Code de la route soit enseigné dans toutes les écoles, afin d'éviter aux enfants de commettre des imprudences susceptibles d'occasionner des accidents de circulation.

LE ONZE NOVEMBRE ET LA PAIX

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

« Ne sont-ils pas tous des héros, tombés loin des leurs ?, ajoutait l'instituteur de village. Ne sont-ils pas tous des hommes qui ont souffert, qui ont combattu pour un idéal et qui ont donné leur vie pour lui. Qu'ils soient Français, Anglais, Belges, Allemands ou Italiens, Portugais ou Américains, Indiens ou Serbes, tous ces sacrifiés de la guerre sont morts en héros. Qu'à leur tombe la foule vienne et prie... ».

Cette émouvante causerie d'un modeste instituteur de village à ses petits élèves a fait peut-être davantage pour l'œuvre de Paix que les plus pompeux discours. C'est aux enfants, surtout, qu'il faut s'adresser quand on veut faire comprendre l'horreur et l'inutilité des guerres. Quelle solennelle et amère leçon, pour eux, que de voir alignés, presque côte à côte, et à jamais immobiles ces pauvres hommes qui s'entretuaient avec le sourire aux lèvres, conscients de la grandeur de leur sacrifice.

Ce sacrifice aura-t-il été inutile ? C'est la question angoissante que se posent tous les anciens combattants en assistant aux nouvelles tueries qui ensanglantent certaines parties du globe.

Non, il n'aura pas été inutile, puisqu'il a sauvé le monde de l'esclavage et de la barbarie. Ce n'est jamais en vain que l'on verse un sang pur pour une juste cause.

En cette « glorieuse » journée du 11 novembre, une fois encore et avec plus de force, nous réclamerons la Paix car nous la voulons sincèrement, car nous nous rappelons trop, nous — populations des régions envahies — ce que nous avons souffert. Nous voulons la Paix, parce que nous avons encore, hélas ! depuis la « grande bataille » des plaines, appelées « zone rouge », où entre les champs de blé et de betteraves, entre les corons reconstruits et les chevalets des industries houillères, on ne cesse de retrouver de larges cratères, donnant l'idée de ce que produisait l'éclatement d'un obus ou d'une mine, des traînées crayeuses marquant l'emplacement de tranchées comblées, de multitudes de cimetières militaires, de sapes au fond desquelles, à chaque instant on découvre des ossements humain, du matériel et des engins de guerre...

De nos « champs de morts » de Flandre et de Picardie se lève pourtant une espérance d'amour et de Paix.

Les familles de ces héros obscurs enterrés sous des croix ou dans des cryptes — qu'elles soient Françaises, Belges, Anglaises, Américaines, Allemandes, Italiennes, Portugaises ou Serbes — souhaitent et veulent la Paix. C'est cette nécessité de la Paix qu'une fois de plus et plus sincèrement que jamais, tous les Anciens Combattants de France clameront, ce 11 novembre, jour anniversaire du « Cessez le feu »...

A L'ARC DE TRIOMPHE

Des personnalités et des délégations sont venues saluer hier, le Soldat inconnu

Paris, 10. — A l'Arc de Triomphe ce matin, comme prélude aux fêtes de l'Armistice, de nombreuses personnalités sont venues s'incliner devant le Soldat Inconnu ; ce fut d'abord le ministre du Mexique, puis MM. Jeanneney et Herriot avec les bureaux du Sénat et de la Chambre, puis Mgr Tappouni en « cappa magna », qui fleurit la dalle sacrée, tandis que la clique de la Garde Républicaine jouait « Aux Champs ». Enfin une délégation des Anciens Combattants d'Indre-et-Loire en présence du chef de cabinet de M. Chautemps, alluma à la flamme du souvenir un flambeau de bronze, qui partit en automobile pour Tours.

D'autre part, à l'occasion de l'anniversaire de l'Armistice, des palmes et des gerbes de fleurs ont été déposées au pied des monuments élevés où des plaques apposées dans les ministères à la mémoire des morts de la guerre. Ces courtes cérémonies se sont déroulées sous la présidence des ministres et sous-secrétaires d'Etat.

LE MATELOT DOUCIEUX QUI GAGNA UN MILLION EST DÉSERTEUR ET RUINÉ

Toulon, 10. — Le matelot Henri Doucieux qui gagna un million à la Loterie Nationale en 1935, alors qu'il était en prison, a comparu ce matin devant le Conseil de guerre maritime pour désertion à l'étranger.

Doucieux, qui avait acheté une automobile, avait causé, à la suite d'une embardée, un grave accident à Saint-Rambert-d'Albon. Deux jeunes femmes qui l'accompagnaient furent grièvement blessées ; l'une succomba, l'autre fut amputée.

Par la suite, Doucieux partit pour Saint-Sébastien avec un autre déserteur et acheta un hôtel. Il fit de mauvaises affaires. Ruiné, il revint en France et se rendit à la gendarmerie, car il était déserteur.

Son avocat, M. Loubat, a demandé le renvoi de l'affaire pour supplément d'enquête. Le Conseil a ordonné le renvoi.

LA LOTERIE NATIONALE

L'EMISSION DE LA 12e TRANCHE COMMENCERA LE 15 NOVEMBRE

Paris, 10. — Le secrétariat général de la Loterie Nationale annonce que, l'émission de la 12e tranche 1937, aura lieu le lundi 15 novembre. Cette tranche identique aux précédentes, sera limitée comme elles à 1.500.000 billets et comportera 103.840 lots, dont 649 lots de consolation.

LE RÉVEIL ILLUSTRÉ

Commence cette semaine

Le Grand Concours des Dessins Humoristiques

300 Prix valant plus de 50.000 fr.

DANS CE MÊME NUMÉRO : NOS PETITES ENQUÊTES
UN CONTE — LA PAGE PATOISANTE — RIONS UN PEU
LA PAGE DU TRICOT — SPECTACLES SPORTIFS
LE PETIT COURRIER DE NOS LECTRICES — TROIS ROMANS
DES DESSINS HUMORISTIQUES — QU'EN DITES-VOUS ?
LA VIE DU CINÉMA — UN ROMAN DU CINÉMA

Le début d'un grand roman d'amour :

"Bengali, mon bel amour"

Par Henri GAYAR

etc..., etc...

20 pages En vente partout 40 cent.

LE CARDINAL TAPPOUNI A ÉTÉ REÇU HIER PAR M. F. DE TESSAN

Paris, 10. — Le cardinal Tappouni, accompagné de Mgr Hebbe, archevêque de la haute Djezireh, s'est rendu, comme annoncé, à 10 h. 30, au quai d'Orsay, où il a été reçu par M. François de Tessan, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui avait quitté Bruxelles, hier, en prévision de cette visite du primat d'Antioche, alors que M. Yvon Delbos était contraint de partir au même moment, pour la Conférence du Pacifique.

A leur descente de voiture, le cardinal Tappouni et Mgr Hebbe ont été accueillis par M. Pruneau, chef adjoint du cabinet du sous-secrétaire d'Etat, qui, à travers les salons du quai d'Orsay, les a conduits auprès de M. François de Tessan.

L'entretien du cardinal Tappouni et de Mgr Hebbe, avec M. François de Tessan, a duré plus de trois quarts d'heure.

Le sous-secrétaire d'Etat a fait ensuite, aux prélats syriens, les honneurs des salons d'apparat, du quai d'Orsay, si bien que l'entretien s'est prolongé jusqu'à 11 h. 50. A ce moment le cardinal Tappouni et sa suite se sont rendus à l'arc de triomphe, pour s'incliner devant la tombe du soldat inconnu.

M. MARC RUCART, AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ENFANCE

Paris, 10. — Le Conseil supérieur de l'Enfance a tenu aujourd'hui sa séance inaugurale, M. Marc Rucart, ministre de la Santé publique, a prononcé un discours ; il a exposé pourquoi était créé aujourd'hui le Conseil supérieur de Protection de l'enfance, il coordonnera les services administratifs et les diverses initiatives privées, la lutte contre les plaies sociales va se poursuivre de façon scientifique, c'est un nouveau stade de l'évolution sociale.

UN HABILE ESCROC SOUSTRAIT A UN PEU MÉFIANT ANTIQUAIRE, 70.000 FRANCS DE TAPISSERIES

Paris, 10. — Un individu, prétendant se nommer Jean Soubittan et exercer la profession de journaliste, avait réussi, en présentant de faux papiers, à se faire agréer comme sous-locataire par Mme Benedikt Nechfort, née Claret, 24, rue Baudin. Ayant persuadé celle-ci qu'il devait réussir une affaire importante, recevoir M. Tartari, antiquaire, 16, rue du Cherche-Midi, et M. Schmidt, gros client américain, mais que l'un et l'autre convoqués à peu près à la même heure ne devaient pas se rencontrer, Mme Benedikt Nechfort introduisit d'abord, comme convenu, « l'acheteur », puis fit attendre dans une autre pièce M. Tartari qui apportait des tapisseries de Beauvais et des Gobelins, d'une valeur de 70.000 francs.

Le pseudo-journaliste ayant pris les tapisseries, s'excusa de s'absenter — juste le temps de les présenter à l'Américain — mais l'absence se prolongeant, M. Tartari s'inquiéta et apprit quelques instants plus tard qu'il avait été « roulé ». En effet, le « sous-locataire » et « l'acheteur » son complice évidemment, avaient disparu par un escalier de service avec la marchandise.

Tous deux sont activement recherchés.

A LOS ANGELES, UNE EXPLOSION A DÉTRUIT LE TEMPLE ÉVANGÉLISTE

Los Angelès, 10. — Une explosion a détruit le temple de l'Angélus, construit par les admirateurs de Miss Aimée Mac Pherson, évangéliste. Ce temple était estimé à 30 millions de francs.

Cinq personnes ont été blessées par l'explosion. La police se perd en conjectures pour savoir quel est l'auteur de cet attentat.

L'importante question de l'équipement maritime au Congrès des Ports

Paris, 10. — Le congrès des ports maritimes, organisé par l'Association des ports français et l'Union des Chambres de Commerce maritimes, à l'occasion de l'exposition internationale de Paris de 1937, s'est ouvert le 8 novembre, sous la présidence de M. Queuille, ministre des travaux publics.

M. LE TROCQUER, sénateur, ancien ministre des Travaux publics, président de l'Association des Grands Ports français, a précisé l'objet et l'importance du congrès : « A l'heure actuelle, dans toutes les manifestations, on souligne la nécessité de redresser notre balance des comptes, l'exposition y a déjà contribué mais pour y parvenir définitivement il faut absolument développer notre commerce extérieur, nos exportations ».

M. QUEUILLE, ministre des Travaux publics, s'est déclaré d'accord avec le président LE TROCQUER ; il a regretté que les circonstances actuelles obligent à ralentir les travaux nécessaires à l'équipement maritime du pays.

En tout cas, a-t-il déclaré, les travaux d'entretien seront bien assurés.

La première commission du congrès (armement) s'est ensuite réunie et a adopté à l'unanimité les voeux suivants :

1. Que l'armement libre soit doté d'un régime durable, comportant une formule permettant de faire varier l'aide de l'Etat suivant les besoins du moment et tenant compte des nécessités de renouvellement de la flotte dans l'intérêt du commerce extérieur et de la défense nationale.

2. Que des mesures appropriées, assurant le respect des conventions collectives et des lois soient prises pour mettre un terme aux incidents trop fréquents, qui affectant la régularité des services maritimes et paralysant l'activité des ports, portent un préjudice considérable à l'intérêt général.

Après la déconfiture de la Banque Hostalier

La question des réparations civiles a été évoquée hier, devant les Assises de la Seine mais la suite de l'audience a été renvoyée

Paris, 10. — La Cour d'Assises de la Seine a rendu les 11, 12 et 13 octobre dernier, son arrêt sur la déconfiture de la Banque Hostalier, qui de 1930 à 1935 avait commis 45 millions d'abus de confiance. Trois des accusés furent acquittés, deux furent condamnés chacun à 3 ans de prison et un autre à 5 ans de prison avec sursis. Restait l'examen des réparations civiles.

L'affaire revenait cet après-midi devant la Cour d'Assises de la Seine, siégeant sans l'assistance du Jury, sous la présidence de M. Delegorgue. Me Camille Bernard, qui parlait au nom de l'agent de change Denavit, partie civile, a réclamé la condamnation à des dommages-intérêts à fixer par état, avec versement d'un provision de 20 millions de tous les accusés y compris les acquittés : La Caisse Fédérale Agricole du Pas-de-Calais, La Prévoyance Paysanne et La Caisse Centrale du Pas-de-Calais, ainsi que leurs 20 administrateurs-présidents et commissaires aux comptes, qui doivent être selon Me Bernard, déclarés civilement responsables.

Me Aroulay a plaidé ensuite pour M. Gatté, Syndic de la faillite de la Banque Hostalier, autre partie civile.

La Cour a entendu enfin Mes Baudeuf et Poignart.

L'audience a été renvoyée au 2 décembre pour la suite des débats. On prévoit encore deux audiences avant l'arrêt.

ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — Jeudi 11 novembre. — Soleil : Lever, 8 h. 55 ; coucher, 16 h. 15 ; Lune : Lever, 12 h. 40 ; coucher, 23 h. 35.

Aujourd'hui : Fête de l'Armistice. — Demain : Saint René.

METEOROLOGIE. — Station de Lille. — Observations faites hier, à 17 h. 30 : Baromètre : 757 mm. 6 ; baisse depuis la veille à 17 h. 30 : 5 mm. 0 ; Thermomètre : Fronde : 5.2 ; Minima : 4.0 ; Maxima : 8.0 ; Etat hygrométrique : 94 ; Hauteur d'eau tombée depuis la veille, à 17 h. 30 : 5 mm 2 ; Direction du vent : Nord ; Force : Modérée ; Direction des nuages : Pas d'observation ; Etat du ciel : Couvert ; Prévisions pour aujourd'hui : Froid ; Giboulées ; Eclaircies.

PREVISIONS DE L'OFFICE NATIONAL. Région Nord. — Ciel nuageux, avec éclaircies plus belles au cours de la nuit, averses ; demain neige et rares éclaircies en montagne ; Vent du secteur Nord, modéré, irrégulier, fort sur la Manche. La minimum de température sera en légère baisse sur celui de la veille ; gelées matinales.

Calendrier Historique

11 Novembre

1493. — La Martinique, île des Antilles, est découverte par Christophe Colomb dans son second voyage en Amérique. Elle appartient à la France depuis 1664.

1886. — A Hanoï, meurt Paul Bert, savant et homme politique, l'un des meilleurs ouvriers de l'expansion coloniale française.

1914. — Les Allemands s'emparent de Dixmude dans les Flandres, après plusieurs semaines de furieux combats, où les fusiliers-marins se couvrirent de gloire.

1918. — Le grand drame qui, depuis quatre ans, ensanglantait l'Europe, s'achève par la signature de l'armistice au carrefour de Rethondes, à 5 h. 10 du matin. Ce texte glorieux, signé par le maréchal Foch et l'amiral anglais Weymiss, d'une part, par Erzberger, Winterfeld, Oberndorff et Vanslow, d'autre part, consacre la capitulation de l'Allemagne.

1918. — Au cours des trois derniers mois de la guerre, les armées alliées avaient, par une série de combats incessants, battu et rejeté les armées allemandes, en leur prenant 7.990 officiers, 335.000 hommes, 6.215 canons, 38.622 mitrailleuses, chiffres qui dépassent tous ceux que l'Histoire avait enregistrés jusqu'alors.

1920. — Le traité de Rapallo fixe la frontière de l'Italie et de la Yougoslavie et crée la ville libre de Fiume sous la domination italienne.

1936. — A l'Isle Adam, près de Paris, meurt le gouverneur général Louis-Gustave Binger. Il appartient à cette pléiade d'officiers-explorateurs qui permirent à la France de constituer à la fin du siècle dernier son empire africain et de pénétrer au cœur du continent noir. Né à Strasbourg en 1856.

A LA COUR D'APPEL DE DOUAI

Audience du mercredi 10 novembre

Mme Langlais, tenancière d'un débit de boissons hygiéniques à Séranvillers, aurait ajouté du rhum au café qu'elle servait à ses clients.

Elle fut cependant acquittée par le tribunal correctionnel de Cambrai.

Sur appel de la Régie, l'affaire est revenue à Douai.

La prévenue, l'audience, persiste à nier les faits qui lui sont reprochés.

Me Bufquin, au nom des contributions indirectes, et M. l'avocat général demandent une condamnation de principe.

Me Perlmutter, le défenseur, plaide la confirmation du jugement de Cambrai.

L'arrêt sera rendu mercredi prochain.

LA PROCHAINE SESSION DES ASSISES DU NORD

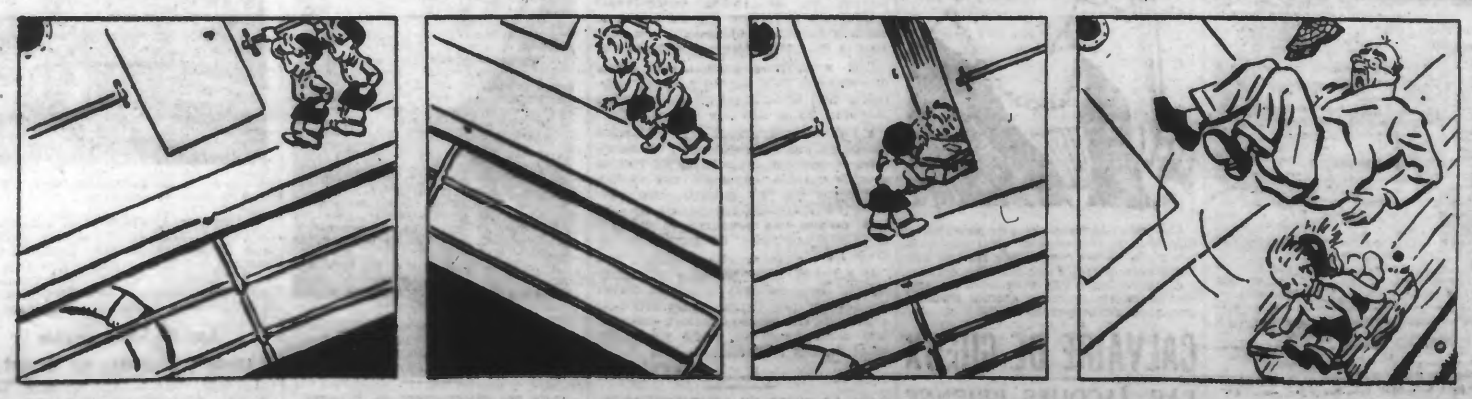
La session ordinaire des Assises du du premier trimestre de 1938 s'ouvrira au palais de justice de Douai, le 17 janvier prochain, sous la présidence de M. le conseiller Fougère, qui sera assisté de MM. Morin, conseiller, et Hutin, juge au tribunal civil.

LA JOURNÉE DES ÉCRIVAINS DU NORD A L'EXPOSITION DE 1937

Le Comité régional N° 1 Flandre, Hainaut, Artois, dont le président est M. Louis Delepoulle, et le secrétaire général M. Edouard Degryse, a bien voulu réserver l'une des dernières journées de l'Exposition à la Société des écrivains du Nord, dont le président est M. Pierre Mille ; les vice-présidents : MM. André Mabille de Poncheville et J.-H. Louwick, et dont le secrétaire régional est M. Kah.

Le programme de la journée est le suivant : à 10 h. 30, réunion du Comité de la société des écrivains du Nord ; à 11 h. 30, réception de M. le ministre de l'Education nationale et de M. J.-H. Rosny aîné, de l'Académie Goncourt ; à 13 h., déjeuner auquel assisteront notamment MM. Frémicourt, premier président de la Cour de cassation ; docteur Martel, président de l'Académie de médecine, etc.

LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DANS LES PHARMACIES DU NORD

Aux termes d'un avis publié au « Journal Officiel » du 26 octobre 1937, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître, dans un délai de vingt-cinq jours, leurs observations et avis au sujet de la généralisation éventuelle de la convention collective du 12 juillet 1937 réglant les rapports entre les employeurs et employés de la profession de pharmacien dans le département du Nord.

« DÉDÉ ET DOUDOU », LES JUMEAUX FACÉTIEUX